TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE.....	9
REMERCIEMENTS	13
AVERTISSEMENT.....	15
LISTE DES ABRÉVIATIONS ET DES ACRONYMES	17
SOMMAIRE	23
AVANT-PROPOS.....	25
INTRODUCTION	37
SECTION LIMINAIRE. – <i>La précaution scientifique de l'étude</i>	38
SECTION I. – <i>Amorce de l'étude : la capacité de l'État membre à mener une politique économique et monétaire</i>	41
§ 1. – <i>Souveraineté monétaire et Union monétaire</i>	42
§ 2. – <i>Politique économique et Union économique</i>	47
SECTION II. – <i>Justification de l'étude : la capacité érodée de l'État membre de mener une politique économique et monétaire</i>	50
§ 1. – <i>La volonté politique</i>	51
§ 2. – <i>La contrainte économique</i>	54
SECTION III. – <i>L'objet de l'étude : l'ordre économique et monétaire ou la capacité retrouvée de l'État membre de mener collectivement une politique économique et monétaire dans l'Union européenne</i>	60
§ 1. – <i>La définition de la politique économique et monétaire</i>	60
§ 2. – <i>La définition de l'ordre économique et monétaire</i>	69

PARTIE I
LES INSTRUMENTS JURIDIQUES
DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE
ÉTABLIS PAR L'ORDRE

TITRE I
LA RÉPARTITION ASYMÉTRIQUE
DES COMPÉTENCES

CHAPITRE 1. – LES COMPÉTENCES MONÉTAIRES AFFERMIES	99
SECTION I. – <i>Les pouvoirs de stabilité monétaire</i>	102
§ 1. <i>Les pouvoirs de stabilité monétaire interne</i>	103
I. <i>Les pouvoirs d'émission monétaire</i>	104
A. <i>L'émission</i>	104
1. <i>La compétence interne</i>	106
2. <i>La compétence externe</i>	114
B. <i>La protection</i>	122
II. <i>Les pouvoirs de politique monétaire</i>	127
A. <i>Le pouvoir d'encadrement</i>	127
B. <i>Le pouvoir de choisir les instruments</i>	129
§ 2. <i>Les pouvoirs de stabilité monétaire externe</i>	130
I. <i>La politique de change de la zone euro</i>	130
A. <i>La compétence externe exclusive</i>	131
1. <i>Le pouvoir virtuel de conclure des accords</i>	131
2. <i>Les potentialités du pouvoir de mener des opérations de change</i>	134
B. <i>La compétence interne de coordination</i>	136
II. <i>La participation aux enceintes internationales</i>	140
A. <i>Une disposition inadaptée ?</i>	140
1. <i>Les positions communes</i>	141
2. <i>La représentation unifiée</i>	145
B. <i>Des enceintes internationales à adapter</i>	147
1. <i>Le statut conféré à l'Union par l'organisation</i>	148
2. <i>Les modalités de représentation de l'Union</i>	151

SECTION II. – <i>Les pouvoirs de stabilité financière</i>	153
§ 1. <i>Les incertitudes de la répartition des compétences en matière de paiement, d'échange et de règlement</i>	155
I. <i>La distinction tranchée des régimes de compétence</i> ...	156
A. La dualité de compétence en matière de régime de paiement	156
1. Paiements fiduciaires et paiements scripturaux....	157
2. Compétence exclusive et compétence partagée...	159
B. La compétence exclusive en matière de systèmes de paiement	160
II. <i>Le caractère hésitant des critères de répartition de compétence</i>	163
A. Le critère matériel	163
B. Le critère finaliste	165
§ 2. <i>La complexité du partage de compétence en matière de contrôle prudentiel et de stabilité du système financier</i>	169
I. <i>L'approche matérielle rejetée</i>	170
A. La séparation matérielle des fonctions infondée....	170
B. La répartition matérielle des compétences incertaine.....	172
II. <i>L'approche fonctionnelle retenue</i>	175
A. Le pouvoir de réglementation dénationalisé.....	176
1. Le « pouvoir normateur » international.....	177
2. Le pouvoir réglementaire de l'Union	181
B. Le pouvoir de supervision croissant de l'Union.....	185
CONCLUSION DU CHAPITRE	191
CHAPITRE 2. – LES COMPÉTENCES LIMITÉES EN MATIÈRE DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE.....	193
SECTION I. – <i>L'ambivalence de la discipline budgétaire</i>	197
§ 1. <i>Un obstacle à la reconnaissance d'un pouvoir de politique budgétaire de l'Union</i>	201
I. <i>Le pouvoir de stabilisation budgétaire introuvable</i>	201

A. Les limites tracées par la décision « ressources propres »	202
B. Le principe de l'équilibre budgétaire	208
II. <i>Les pouvoirs de crise peu exploités</i>	211
A. Le pouvoir d'assistance financière	212
1. L'assistance accordée dans le cadre de l'Union ..	213
2. L'assistance accordée par les États membres	222
B. Le pouvoir d'urgence conjoncturelle	224
§ 2. <i>Le fondement du pouvoir de l'Union d'orienter des politiques budgétaires nationales</i>	230
I. <i>Les pouvoirs de surveillance budgétaire</i>	234
A. Le pouvoir d'information	234
1. Le pouvoir d'information générale	234
2. Le pouvoir d'information statistique	235
B. Le pouvoir d'évaluation	237
1. Les pouvoirs généraux d'évaluation de la politique budgétaire	237
2. Les pouvoirs spéciaux d'évaluation statistique ..	239
II. <i>Le pouvoir de « pression » budgétaire</i>	241
A. Le pouvoir de correction	243
1. La progressivité du pouvoir de correction budgétaire	243
2. La progressivité des mesures de correction	246
B. Le pouvoir de sanction	248
1. La philosophie du pouvoir de sanction en question	248
2. L'effectivité du pouvoir de sanction en question	252
SECTION II. – <i>La coordination des politiques économiques</i>	258
§ 1. <i>La nature procédurale des pouvoirs de coordination</i> ..	264
I. <i>Les pouvoirs limités de l'Union</i>	266
A. Le pouvoir d'imposer des obligations procédurales ...	267
1. Le pouvoir d'instituer des procédures d'information et de consultation	267
2. Le pouvoir normatif limité	269
B. L'interdiction d'imposer des obligations matérielles ..	270

1. Le pouvoir d'adopter des actes juridiques.....	271
2. La liberté d'adopter des actes politiques.....	275
II. <i>Les obligations imposées aux États membres</i>	280
A. Les obligations minimales de coordination.....	280
1. L'obligation générale d'agir dans l'intérêt commun.....	281
2. L'obligation particulière d'information et de consultation.....	283
B. L'obligation générale de respecter le droit de l'Union.....	287
1. La rencontre du droit de l'Union avec la politique économique.....	287
2. La distance entre le droit de l'Union et la politique économique.....	293
§ 2. <i>La spécificité des pouvoirs de coordination des politiques économiques</i>	296
I. <i>Le pouvoir d'adopter des actes</i>	298
A. <i>L'instrumentum</i> : la nomenclature des actes de coordination.....	298
B. <i>Le negotium</i> : l'intérêt commun.....	300
II. <i>Le pouvoir de surveillance</i>	304
A. Le contrôle <i>de jure</i>	305
B. L'assistance <i>de facto</i>	308
CONCLUSION DU CHAPITRE.....	315

TITRE II
LE DÉSÉQUILIBRE DE L'ORGANISATION
INSTITUTIONNELLE

CHAPITRE 1. – LE GOUVERNEMENT MONÉTAIRE.....	323
SECTION I. – <i>La dualité organique de l'Eurosystème</i>	327
§ 1. <i>La BCE intégrée dans l'Union</i>	327
I. <i>L'affirmation tardive de l'identité institutionnelle de la BCE</i>	328
A. Partie intégrante de l'ordre juridique de l'Union....	328
B. Respect du principe de légalité.....	334

II. <i>Les singularités institutionnelles de la BCE</i>	341
A. L'autonomie fonctionnelle de la BCE	341
1. La personnalité juridique instrumentale	341
2. L'indépendance au détriment du principe démocratique ?	348
B. Les pouvoirs de la BCE	351
1. Le pouvoir d'adopter des actes	351
2. Le pouvoir statistique	357
§ 2. <i>Les BCN intégrées dans l'Eurosystème</i>	359
I. <i>La convergence juridique, limite de l'autonomie institutionnelle et procédurale</i>	360
A. La définition de l'obligation de convergence juridique	360
1. La définition de l'obligation de compatibilité	360
2. L'étendue de l'obligation de compatibilité	362
B. La sanction de l'obligation de convergence juridique	363
1. Les sanctions de l'incompatibilité	364
2. La prévention de la sanction	365
II. <i>La convergence juridique, expression de l'autonomie institutionnelle et procédurale</i>	368
A. La double légitimité des BCN	369
1. État de droit et démocratie, fondements classiques de la légitimité	370
2. L'indépendance, fondement européen de la légitimité	372
B. Le dédoublement fonctionnel des BCN	377
1. La BCN, agent d'exécution des compétences monétaires exclusives	378
2. L'autorité nationale de l'Eurosystème, agent d'exécution d'une compétence non exclusive de stabilité financière	380
SECTION II. – <i>L'unité fonctionnelle de l'Eurosystème</i>	394
§ 1. <i>La répartition du pouvoir monétaire au sein de l'Eurosystème</i>	395
I. <i>La BCE, autorité monétaire de l'Eurosystème</i>	395

A. La politique monétaire, le pouvoir retenu par la BCE	395
1. La répartition des pouvoirs entre les organes de direction	396
2. La délégation de pouvoirs entre les organes de direction	400
B. La politique de change, les pouvoirs partagés de la BCE et du Conseil	401
1. Le taux de change fixé par le Conseil	402
2. Les orientations générales de la politique de change	405
II. <i>Les BCN, agents d'exécution de l'Eurosystème</i>	409
A. La fonction des BCN	409
1. L'inutile définition des fonctions d'exécution	410
2. La nécessaire répartition des fonctions d'exécution	411
B. La responsabilité des BCN	413
§ 2. <i>La relation juridique entre BCE et BCN au sein de l'Eurosystème</i>	417
I. <i>La relation organiquement fusionnelle</i>	417
A. La relation financière	418
B. La relation institutionnelle	419
1. La représentation des BCN au sein du conseil des gouverneurs	419
2. La dénationalisation de la décision du Conseil des gouverneurs	421
II. <i>La relation fonctionnellement hiérarchisée</i>	423
A. La relation hybride de la BCE et des BCN	423
1. Décentralisation et déconcentration, éléments de définition	423
2. Articles 9.2 et 12.1 des statuts, propositions d'interprétation	426
B. L'articulation normative entre la BCE et les BCN ..	430
1. Le pouvoir général d'adopter des orientations et des instructions	430

2. La « valeur interne » des orientations et des instructions	432
CONCLUSION DU CHAPITRE	439
CHAPITRE 2. – LA « GOUVERNANCE ÉCONOMIQUE »	441
SECTION I. – <i>La dynamique intergouvernementale</i>	443
§ 1. <i>La dispersion organique de la coordination des politiques économiques</i>	444
I. <i>Les acteurs institutionnalisés</i>	444
A. Les organes politiques.....	446
1. Le Conseil, organe juridique de la coordination...	446
2. Le Conseil européen, autorité politique de la coordination	449
B. Les organes techniques.....	455
1. La nature hybride des comités.....	456
2. La fonction équivoque des comités.....	458
II. <i>Les enceintes informelles</i>	461
A. L'Eurogroupe, « objet institutionnellement non identifié ».....	462
1. L'approche organique.....	463
2. L'approche fonctionnelle	467
B. L'Eurogroupe, objet institutionnellement non figé...	471
1. Les voies inadaptées de l'institutionnalisation ...	472
2. Le choix assumé de la présidentialisation.....	478
§ 2. <i>La centralisation juridique de la discipline budgétaire</i>	483
I. <i>L'adoption des actes de discipline budgétaire</i>	484
A. La nature juridique des actes.....	484
1. Les actes de discipline budgétaire de base.....	484
2. Les actes de discipline budgétaire d'application	487
B. La procédure d'adoption des actes	492
1. La préparation de la décision : entre expertise économique et décision juridique	492
2. L'adoption de la décision : la dimension politique des règles de vote au Conseil	497
II. <i>Le pouvoir discrétionnaire du Conseil</i>	505

A. Le pouvoir décisionnel étendu	505
1. Le pouvoir de prévention et de correction	507
2. Le pouvoir de sanction.....	511
B. Le contrôle juridictionnel limité	517
1. L'absence de prise de décision	519
2. La prise de position.....	522
SECTION II. – <i>La dynamique supranationale</i>	525
§ 1. <i>La Commission européenne, institution d'impulsion...</i>	525
I. <i>La fonction de coordination et de discipline</i>	526
A. La dynamique politico-administrative.....	527
1. La dynamique organique.....	527
2. La dynamique fonctionnelle	529
B. La statique institutionnelle	534
1. Le droit d'initiative limité	534
2. Le droit d'initiative relatif.....	537
II. <i>La fonction statistique</i>	540
A. Le système statistique européen.....	540
1. Un système intégré dans l'Union	541
2. Les principes statistiques constitutionnels	544
B. La production de statistiques de l'Union.....	546
§ 2. <i>Les parlements, acteurs de la légitimation démocratique</i>	551
I. <i>Les parlementaires, comparses du processus décisionnel</i>	553
A. La participation limitée du Parlement européen ...	553
B. L'implication ambivalente des parlements nationaux.....	558
II. <i>Les parlements, acteurs du contrôle</i>	564
A. Les relations avec la Commission et le Conseil.....	565
B. Les relations avec la BCE.....	570
CONCLUSION DU CHAPITRE	577
CONCLUSION DE LA PREMIÈRE PARTIE	581

PARTIE II
L'ORDRE ORIENTÉ PAR LES RÈGLES
JURIDIQUES DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE
ET MONÉTAIRE

TITRE I
LES RÈGLES DE DISCIPLINE

CHAPITRE 1. – LES RÈGLES DE DISCIPLINE MONÉTAIRE POUR GÉRER LA CONTRAINTE DU MARCHÉ	597
SECTION I. – <i>La stabilité des prix ou l'action par la discipline de marché</i>	599
§ 1. <i>Les règles d'encadrement de la politique monétaire...</i>	602
I. <i>L'ancrage des anticipations par la définition juridique de la stabilité des prix</i>	605
A. La définition organique	606
B. La définition matérielle.....	608
1. La définition quantifiée de la stabilité des prix...	609
2. Les deux piliers de la stratégie monétaire	611
II. <i>La neutralisation des anticipations par les garanties juridiques de crédibilité</i>	613
A. L'indépendance, moyen d'immuniser les influences	614
1. L'immunisation à l'égard des influences directes	614
2. L'immunisation à l'égard des influences indirectes	620
B. La transparence, moyen d'influencer les anticipations	623
1. La transparence en matière monétaire n'est pas un principe juridique	624
2. La transparence est une règle de politique monétaire	629
§ 2. <i>Les règles opérationnelles de la politique monétaire ...</i>	631
I. <i>La dualité</i>	634

A. Les opérations effectuées aux conditions du marché.....	635
B. Les obligations imposées aux opérateurs du marché.....	638
II. <i>L'hybridité</i>	640
A. Les opérations de marché	641
1. Les obligations imposées unilatéralement par l'Eurosystème.....	641
2. L'établissement de relations contractuelles	644
B. Les réserves obligatoires.....	646
SECTION II. – <i>La stabilité financière contre l'indiscipline du marché</i>	649
§ 1. <i>La stabilité des changes tributaire du libre jeu du marché</i>	651
I. <i>Les règles d'encadrement</i>	652
A. Les règles inutilisées d'encadrement du taux de change	653
1. La neutralité européenne face au rôle international de l'euro	653
2. L'avenir incertain des accords de change	655
B. Les règles internationales d'encadrement des politiques économiques.....	657
1. Le rôle du FMI.....	657
2. La surveillance de l'OCDE	663
II. <i>Les règles opérationnelles</i>	665
§ 2. <i>La stabilité financière remède aux défaillances du marché</i>	673
I. <i>Les règles d'encadrement</i>	676
A. L'encadrement de l'auto-régulation du marché	677
1. La <i>soft law</i> transnationale.....	678
2. Le droit de l'Union.....	680
B. L'institutionnalisation du cadre de surveillance du marché.....	684
II. <i>Les règles opérationnelles</i>	692
A. Systèmes de paiement et de règlement	692

B. Dispositifs de gestion des crises	694
CONCLUSION DU CHAPITRE	705
CHAPITRE 2. – LES RÈGLES DE DISCIPLINE BUDGÉTAIRE POUR IMPOSER UNE CONTRAINTE AUX ÉTATS MEMBRES	709
SECTION I. – <i>Les règles opérationnelles de politique budgétaire :</i> <i>la discipline par le marché</i>	710
§ 1. <i>La banalisation de l'État emprunteur</i>	712
I. <i>La prééminence du libre jeu du marché</i>	713
A. Le comportement faussant le libre jeu du marché...	714
B. Le comportement respectant le libre jeu du marché.....	718
II. <i>Les exigences résiduelles d'intérêt général</i>	721
A. La solidarité	721
B. La stabilité.....	724
1. La stabilité monétaire.....	724
2. La stabilité financière.....	731
§ 2. <i>La sanction de l'État prodigue</i>	737
I. <i>La sanction juridique évitée</i>	737
A. L'effet dissuasif de la sanction juridictionnelle.....	737
B. L'effet préventif de la convergence juridique.....	739
II. <i>La sanction des marchés illusoire ?</i>	741
A. La sanction matérialisée par la prime de risque	741
B. La sanction neutralisée par les clauses d'action collective	748
SECTION II. – <i>Les règles d'encadrement de la politique budgétaire :</i> <i>la discipline par le droit</i>	750
§ 1. <i>La substance juridique de la règle d'encadrement</i> ...	752
I. <i>La consécration juridique d'une réalité comptable</i> ...	754
A. Le déficit public, une définition européenne de l'État.....	755
1. La responsabilisation de l'État dans le respect de l'autonomie institutionnelle et procédurale..	756
2. La banalisation de l'État-entreprise dans le respect de la logique marchande	765

B. L'essence économique des critères du déficit excessif	767
II. <i>La consécration juridique d'une obligation d'information</i>	769
A. Le contenu politique de l'information.....	770
1. La transmission d'un programme de politique économique	771
2. L'encadrement budgétaire	775
B. La qualité comptable de l'information	778
1. L'eupéanisation de la qualification comptable	780
2. La juridictionnalisation du contrôle de la qualification comptable	782
§ 2. <i>Les effets juridiques du non-respect de la règle d'encadrement</i>	785
I. <i>La prévention</i>	788
A. La règle de l'équilibre budgétaire à moyen terme ..	790
1. L'encadrement partiellement indicatif de la politique budgétaire à moyen terme	791
2. L'évaluation différenciée de la politique budgétaire à moyen terme	792
B. Les conséquences juridiques du déséquilibre budgétaire	796
1. L'avis du Conseil	796
2. L'alerte rapide	798
II. <i>L'échec de la prévention</i>	803
A. La constatation du caractère excessif du déficit public	804
1. L'interprétation restrictive des valeurs de référence du déficit et de la dette	807
2. Le caractère supplétif des « autres facteurs pertinents ».....	814
B. La correction du caractère excessif du déficit public	817
1. La recommandation visant à mettre fin au déficit excessif.....	818

2. La mise en demeure de prendre des mesures.....	828
CONCLUSION DU CHAPITRE.....	833

TITRE II LES RÈGLES DE CONVERGENCE

CHAPITRE 1. – LA RÈGLE DE CONVERGENCE DURABLE, CONDITION DE L'UNION MONÉTAIRE	841
SECTION I. – <i>La consécration juridique de l'aptitude économique à disposer d'une monnaie unique</i>	844
§ 1. <i>L'intégration monétaire conditionnée</i>	845
I. <i>La nature économique de la règle de convergence durable</i>	847
A. Des critères pétris de stabilité.....	847
B. La procédure originale d'évaluation de la convergence durable	852
1. L'évaluation économique du degré de convergence	852
2. La consécration juridique de la convergence durable avant 1997	854
II. <i>L'application politique de la règle de « convergence durable »</i>	856
A. L'irréversibilité politique du lancement de la troisième phase	857
B. L'interprétation politique des critères de convergence.....	858
§ 2. <i>L'intégration monétaire différenciée</i>	860
I. <i>L'intégration différenciée objective</i>	861
A. L'obligation de respecter les critères de convergence.....	862
B. La sanction du non respect des critères de convergence.....	865
1. La dérogation	865
2. Le manquement	869
II. <i>L'intégration différenciée subjective</i>	870
A. Les pays en situation d'exception <i>de jure</i>	870
B. Les pays en situation d'exception <i>de facto</i>	873

SECTION II. – <i>Les effets juridiques du respect de la règle de convergence durable</i>	874
§ 1. <i>Le nominalisme économique de l'Union européenne</i>	875
I. <i>La mise en circulation de l'euro</i>	880
A. L'introduction de l'euro.....	881
1. La double succession monétaire.....	881
2. La double neutralité.....	884
B. L'euroïsation de l'euro.....	890
1. Le choix officiel de l'État tiers encadré	891
2. L'initiative unilatérale de l'État membre interdite	893
II. <i>L'usage de l'euro</i>	894
A. L'identité de l'euro.....	895
1. L'immatérialité de l'euro.....	895
2. La matérialité de l'euro.....	897
B. La protection de l'euro.....	899
1. La protection générale	900
2. La protection contre le faux monnayage.....	902
§ 2. <i>La double différenciation juridique de la zone euro</i>	904
I. <i>Les règles de la politique « interne » de change</i>	904
A. La règle de stabilité des taux de change.....	905
1. Les règles d'encadrement.....	906
2. Les règles opérationnelles	910
B. Les règles de crise de balance des paiements	913
1. Les règles d'encadrement : prévenir la crise en rassurant le marché	915
2. Les règles opérationnelles : gérer la crise en agissant par le marché	922
II. <i>Le mécanisme européen de stabilité de la zone euro</i>	925
A. Les règles opérationnelles de l'assistance financière	930
B. Les règles d'encadrement de la conditionnalité politique	935
CONCLUSION DU CHAPITRE	943

CHAPITRE 2. – LES RÈGLES DE CONVERGENCE DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, VECTEUR DE L'UNION ÉCONOMIQUE.....	945
SECTION I. – <i>La convergence négative par l'application des règles opérationnelles</i>	950
§ 1. <i>La prééminence de l'ordre concurrentiel</i>	954
I. <i>La neutralité du marché intérieur à l'égard de l'État-opérateur économique</i>	957
A. <i>La neutralité consentie par le Traité</i>	958
1. <i>La neutralité à l'égard du secteur public</i>	958
2. <i>La partialité à l'égard du contrôle des entreprises privatisées</i>	962
B. <i>La neutralité imposée à l'État membre</i>	969
1. <i>L'entreprise publique et le marché</i>	970
2. <i>L'entreprise publique et l'État</i>	975
II. <i>La neutralité de l'État autorité publique à l'égard du marché intérieur</i>	977
A. <i>L'invasion de l'ordre concurrentiel</i>	978
1. <i>L'indifférence affirmée à l'égard des mesures de politique économique de l'État</i>	979
2. <i>L'indifférence relative à l'égard des difficultés budgétaires de l'État</i>	982
B. <i>Le repli de l'ordre concurrentiel</i>	986
1. <i>La dérogation aux règles du traité</i>	987
2. <i>La soustraction aux règles du traité</i>	989
§ 2. <i>L'action résiduelle de solidarité</i>	990
I. <i>La solidarité entre les territoires</i>	993
A. <i>L'instrumentalisation structurelle de la cohésion économique, sociale et territoriale</i>	994
B. <i>L'instrumentalisation conjoncturelle des « actions spécifiques »</i>	998
II. <i>La solidarité entre les individus</i>	1002
A. <i>L'équilibre financier</i>	1003
1. <i>La soustraction aux règles</i>	1004
2. <i>Les exceptions aux règles</i>	1006
B. <i>L'équilibre politique</i>	1011

1. La coordination des systèmes de protection sociale	1013
2. La concurrence des systèmes d'imposition fiscale	1015
SECTION II. – <i>La convergence positive par l'instrumentalisation de règles d'encadrement</i>	1016
§ 1. <i>L'encadrement conjoncturel</i>	1017
I. <i>L'instrumentalisation de la discipline budgétaire</i>	1020
A. L'incidence juridique de la conjoncture économique	1020
1. Stabilisateurs automatiques et Pacte de stabilité	1022
2. Circonstances conjoncturelles et Pacte de stabilité	1025
B. Crise conjoncturelle et discipline budgétaire	1028
II. <i>L'instrumentalisation de la discipline monétaire</i>	1032
A. L'indépendance économique de l'Eurosystème	1033
1. Le mandat, justification de la hiérarchie des règles d'objectif	1033
2. Les limites des règles économiques : les exemples étrangers	1037
B. L'indépendance politique de l'Eurosystème	1039
1. L'immunisation, limite juridique au dosage des politiques économiques	1040
2. Le dialogue, instrument délibératif du dosage des politiques économiques	1042
III. <i>L'instrumentalisation de la coordination des politiques économiques</i>	1047
A. La détection économique du déséquilibre excessif	1049
B. La correction du déséquilibre excessif	1050
§ 2. <i>L'encadrement structurel</i>	1052
I. <i>L'instrumentalisation des actions</i>	1056
A. Les moyens de l'action	1057
B. Le financement de l'action	1061
1. L'orientation de la dépense budgétaire	1061

2. Le financement par le marché	1065
II. <i>La programmation européenne</i>	1070
A. La quête de cohérence : les instruments	1070
B. La signification de la cohérence : vers une politique économique et européenne ?.....	1076
1. Discussion : qu'est-ce qu'un plan ?.....	1078
2. Proposition : la stratégie en faveur de la croissance et l'emploi est une technique juridique d'encadrement de l'aléatoire	1082
CONCLUSION DU CHAPITRE.....	1087
CONCLUSION DE LA SECONDE PARTIE.....	1093
CONCLUSION GÉNÉRALE.....	1097
BIBLIOGRAPHIE	1107
<i>Généralités, sciences sociales, science politique, science économique et sociologie</i>	1107
<i>Commentaires, traités, manuels et cours</i>	1107
<i>Ouvrages spécialisés</i>	1108
<i>Contributions, communications et articles</i>	1109
<i>Généralités : théorie du droit, droit international, droit de l'Union et droit interne</i>	1110
<i>Commentaires, traités, manuels et cours</i>	1110
<i>Ouvrages spécialisés</i>	1112
<i>Contributions, communications et articles</i>	1113
<i>Droit économique, droit monétaire, droit et économie, droit et monnaie, droit et marché</i>	1126
<i>Commentaires, traités, manuels et cours</i>	1126
<i>Ouvrages spécialisés</i>	1127
<i>Contributions, communications et articles</i>	1128
<i>Constitution économique, concurrence, marche intérieur</i>	1133
<i>Commentaires, traités, manuels et cours</i>	1133
<i>Ouvrages spécialisés</i>	1134
<i>Contributions, communications et articles</i>	1136
<i>Union économique et monétaire : généralités</i>	1145
<i>Commentaires, traités, manuels et cours</i>	1145
<i>Ouvrages spécialisés</i>	1146

<i>Contributions, communications et articles</i>	1148
<i>Eurosystème</i>	1158
<i>Commentaires, traités, manuels et cours</i>	1158
<i>Ouvrages spécialisés</i>	1158
<i>Contributions, communications et articles</i>	1159
<i>Stabilité monétaire</i>	1168
<i>Ouvrages spécialisés</i>	1168
<i>Contributions, communications et articles</i>	1168
<i>Discipline budgétaire</i>	1173
<i>Commentaires, traités, manuels et cours</i>	1173
<i>Ouvrages spécialisés</i>	1174
<i>Contributions, communications et articles</i>	1175
<i>Gouvernance économique</i>	1185
<i>Ouvrages spécialisés</i>	1185
<i>Contributions, communications et articles</i>	1185
<i>Stabilité financière</i>	1188
<i>Commentaires, traités, manuels et cours</i>	1188
<i>Ouvrages spécialisés</i>	1189
<i>Contributions, communications et articles</i>	1189
<i>Différenciation, élargissement et relations extérieures</i>	1194
<i>Ouvrages spécialisés</i>	1194
<i>Contributions, communications et articles</i>	1194
<i>Sélection de textes officiels et de jurisprudence</i>	1199
I. – <i>Monnaie unique</i>	1199
II. – <i>SEBC</i>	1207
III. – <i>Systèmes de paiement et de règlement</i>	1214
IV. – <i>Politique de change</i>	1216
V. – <i>Discipline budgétaire et coordination des politiques</i> <i>économiques</i>	1217
VI. – <i>Relations extérieures</i>	1227
VII. – <i>Solidarité</i>	1229
VIII. – <i>Assistance financière</i>	1230
IX. – <i>Statistiques</i>	1235
X. – <i>Jurisprudence</i>	1236
INDEX.....	1239